

Et si on ouvrait les frontières ?



Migrants à Vintimille, le 20 juin.

Nicola Bertasi/hanslucas.com

Un monde sans visas ni passeports . Des chercheurs ont étudié l'effet de cette utopie sur les migrations. Leurs conclusions : moins de morts, plus de richesses

T imaginez que tous les pays ouvrent en même temps leurs frontières et autorisent la libre circulation des individus sur leur territoire. Que se passerait-il dans l'immédiat ? Au bout de vingt-cinq ans ? Hier considérée comme une utopie, cette question est devenue un véritable objet d'étude. Et les scientifiques commencent à y apporter des réponses, qui n'ont pas grand-chose à voir avec les timides mesures prises face à la crise migratoire au sujet de laquelle l'Europe se déchire. Le sujet, pourtant, reste dans le secret des laboratoires. Il en sera ainsi tant que les gouvernants construiront leur -politique dans ce domaine en se laissant guider par l'opinion publique plutôt que par les résultats scientifiques.

En attendant cet hypothétique virage, l'escalade continue. Depuis janvier, plus de 100 000 personnes sont arrivées sur les côtes grecques et italiennes, et plus de 1 500 sont mortes au cours de la traversée. Les migrants, de plus en plus, mettent leur vie en danger pour profiter de l'article 13 de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, censée garantir le droit à " toute personne (...) de quitter tout pays, y compris le sien ". Les frontières, elles, sont toujours plus hermétiquement protégées. A l'entrée de l'Europe comme sur les autres continents, des murs s'érigent ici et là. Et cette course sécuritaire, qui a déjà coûté, selon le consortium de journalistes européen The Migrants Files, 1,6 milliard d'euros aux contribuables du -continent depuis 2000, ne donne aucun -signe d'essoufflement.

Pour sortir de cette " incapacité où nous sommes actuellement d'imaginer un monde où l'on circule librement, sans visas et même sans passeports, comme c'était la norme avant 1914 ", la juriste Idil Atak (université Ryerson, Canada) et la politologue Speranta Dumitru (université Paris-Descartes) ont fait de cette possible ouverture des frontières le thème du dernier numéro de la revue *Ethique publique*. Un autre groupe de recherche, baptisé Mobglob (pour " Mobilité globale et gouvernance des migrations "), s'est constitué autour de politologues, de sociologues, d'un géographe et d'un -anthropologue pour creuser le sujet. Cette -dizaine de cerveaux du CNRS, de l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS) ou de Sciences Po conjuguent leurs approches pour reprendre sur d'autres bases un débat qu'ils estiment mal posé.

" Quelles seraient les conséquences immédiates et à vingt-cinq ans d'une mise en place mondiale de la libre circulation ? ", se demande à voix haute Héléne Thiollet. Cette chercheuse du CNRS, associée à l'Institut international des migrations d'Oxford, coordonne Mobglob avec la politologue Catherine Wihtol de Wenden, directrice de recherche au CNRS et docteur en sciences politiques. Référence universitaire sur les flux migratoires, cette dernière avait publié, dès 1999, un petit ouvrage intitulé *Faut-il ouvrir les frontières ?* (Presses de Science Po). Le texte ne fut pas un succès de librairie, mais il ouvrit la porte à une réflexion que les chercheurs Antoine Pécoud et Paul de Guchteneire prolongèrent en 2009 avec *Migrations sans frontières. Essais sur la libre circulation des personnes* (Editions Unesco). Une thèse sur -laquelle une petite partie du landerneau de la pensée juge désormais contre-productif de faire l'impasse, à l'heure où la mondialisation permet aux marchandises et aux capitaux une liberté qu'elle refuse aux hommes.

" On vit sur des idées fausses, affirme Catherine Wihtol de Wenden. L'opinion croit encore que les migrants vont prendre le travail des Français, que les immigrés coûtent cher. Ces mensonges ne sont jamais contredits par les politiques. Tétanisée par la montée de l'extrême droite, la classe politique ne veut pas ouvrir le débat. Pire, elle ajuste son discours et son action sur l'opinion publique, ce qui rend nos solutions aussi décalées qu'inadaptées. "

Même discours de la part de Hein de Haas, codirecteur de l'Institut international des migrations (IMI) et professeur -associé à Oxford, qui rappelle régulièrement que " les Etats ont perdu leurs moyens d'agir efficacement sur les flux de migrants mais veulent continuer à faire croire qu'ils maîtrisent les migrations ".

Dans son laboratoire de Sciences Po, Héléne Thiollet observe les flux migratoires comme un objet scientifique. Sur ses ordinateurs, elle fait varier toute une série de paramètres pour suivre les mouvements de population dans différents cas

de figure. " *Les sciences dures, explique-t-elle, nous ont habitués aux projections. Nous sommes aujourd'hui capables de construire des modèles montrant des évolutions à dix, vingt ou trente ans. C'est vrai pour la démographie ou pour la température des océans. Notre groupe, lui, propose de réaliser ce même travail sur les migrations. Nous observons donc ce qui se passerait juste après la mise en place d'une -libre circulation mondiale, et ce qu'on peut attendre au bout de vingt-cinq ans. Nous allons écrire des scénarios possibles en fonction de la variation d'une multitude de paramètres allant des évolutions du marché du travail aux lois sociales.* "

Partant de cette base de travail, Mob-glob est déjà arrivé à une série de conclusions d'étape, que le politologue François Gemenne a accepté de partager avec *Le Monde*. " *S'il est trop tôt pour donner une fourchette précise, nous observons que, dans tous les cas de figure, une ouverture globale des frontières ne conduirait pas à une explosion des arrivées en -Europe, -affirme ce chercheur en science politique à l'université de Liège (Cedem) et à l'université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines (Cearc). Aujourd'hui, les migrants représentent 3,2 % de la population mondiale. A la fin du XIXe siècle, au lendemain de la révolution industrielle, ce taux était de 10 %. Or aucun de nos scénarios ne tend vers ces 10 %. Ni à un an ni à vingt-cinq ans.* "

Pour parvenir à ces premières conclusions et construire des modèles robustes, des terrains d'étude précis ont été scrutés. Les universitaires ont focalisé leur -regard sur six couples de pays : soit des duos entre lesquels s'est déjà écrite une histoire de l'immigration, comme le couple franco-marocain ; soit des tandems entre lesquels peut s'écrire un scénario à venir, comme la Chine et le Japon. L'évolution de la démographie japonaise est un des paramètres qui feront fluctuer le nombre d'arrivées de Chinois, au même titre que les politiques menées en Chine. L'abandon ou non du passeport intérieur comme l'arrêt total – ou le maintien partiel – de la politique de l'enfant unique changent la nature et l'importance des flux de sortie.

De même, Mobglob prédit les variations du taux de départ de diplômés -indiens vers les Emirats arabes unis en fonction de la manière dont ces petits Etats négocient le virage de l'après-pétrole, mais aussi du taux de croissance que connaîtra l'Inde. Les regards du géographe, de l'anthropologue, du sociologue et des politologues se croisent sans cesse dans la construction des schémas, pour n'oublier aucun paramètre majeur.

" *La libre circulation change les flux, -estime Hélène Thiollet. Il ne faut pas s'attendre à des invasions dans les zones -actuelles d'immigration, comme on serait tenté de le faire a priori, car d'autres -logiques se mettent en place.* " L'ouverture des frontières fait naître de " nouveaux nomades ". " *Comme ils pourraient aisément aller et venir, les migrants s'installeraient moins volontiers de -manière définitive dans un pays tiers. Dans certaines zones, il se dessinerait même une migration pendulaire faite d'allers-retours réguliers* ", observe la chercheuse. Ce pourrait être par exemple des travailleurs saisonniers venant chaque année d'un pays voisin.

Où iraient-ils, ces migrants sans frontières ? A l'heure actuelle, notre continent reste globalement la destination la plus prisée, avec une très légère avance sur l'Asie. Selon les chiffres 2013 de l'ONU, sur les 232 millions de personnes qui -vivent ailleurs que dans leur pays de naissance, 72 millions sont installées en Europe, 71 millions en Asie et 53 millions en Amérique du Nord ; 81,9 millions de ces nomades modernes sont passés d'un pays du Sud à un pays du Nord ; 82,3 sont restés en zone sud en changeant d'Etat ; 53,7 millions ont migré à l'intérieur de la zone nord et 13,7 millions sont passés du Nord au Sud.

Or, une fois les frontières tombées, les mouvements à l'intérieur d'une région pourraient s'accroître : un nombre plus important d'Africains s'installeraient dans un autre pays d'Afrique que le leur, de même pour les Asiatiques en Asie. " *Dans certains cas de figure, on remarque même une augmentation de 50 % des flux régionaux un an après notre théorique ouverture des frontières* ", -précise Antoine Pécou, lui aussi associé à Mobglob.

Changer de continent reste en effet une épreuve humaine et financière très lourde. Elle arrive souvent en bout de chaîne, lorsque le migrant a épuisé -toutes les tentatives de s'installer dans un pays voisin du sien. Ce qui se passe déjà au sein de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) illustre parfaitement cette -réalité : la Côte d'Ivoire compte déjà 2,5 millions de travailleurs venus des pays voisins. En Europe aussi, cela se passe ainsi. " *L'ouverture des frontières européennes depuis 1995 a créé une circulation intrarégionale accrue et des migrations de moins longue durée* ", constate François Gemenne.

Tournés vers l'avenir, ces travaux permettent également de mieux comprendre les facteurs qui président au départ. " *Une chose est claire, que les politiques ne semblent pas avoir intégrée : une migration se joue bien ailleurs que sur une frontière, rappelle le politologue Bertrand Badie, chercheur au Centre d'études et de -recherches internationales (CERI). Rendre les passages d'un pays à l'autre plus -poreux ou plus contrôlés ne change rien à la décision de partir. Cela modifie en -revanche le choix d'une trajectoire, cela fait prendre plus de risques et augmente le coût – financier et humain – du voyage en obligeant à se mettre entre les mains de passeurs, ajoute-t-il. La continuité des flux, même lorsqu'on construit des murs ou qu'on surmilitarise une zone, en est la preuve la plus manifeste. En fait, les véritables déterminants d'un départ sont d'ordre structurel. La décision de migrer est prise en fonction de facteurs économiques, sociaux, et dans une moindre -mesure politiques.* "

La possibilité de mieux gagner sa vie ailleurs à l'étranger est évidemment le déterminant central. Mais tout le monde ne rêve pas pour autant des trois premières puissances mondiales. " *Ce n'est pas la richesse d'un pays dans l'absolu qui va conduire au départ, mais le différentiel qui existe entre le niveau de vie de son pays d'origine et celui de son lieu de destination* ", poursuit Bertrand Badie. Ce qui explique la migration interrégionale. A ce critère économique, primordial, viennent s'ajouter des déterminants sociaux, comme l'accès aisé ou non à l'éducation et à la santé et la présence d'une diaspora.

Problème : le travail a beau être rondement mené, les projections solides, ce discours universitaire ne franchit pas le seuil des cénacles politiques. La migration est même un des secteurs où les gouvernants écoutent le moins la recherche. " *Nos politiques ont trente ans de retard. Ils pensent toujours comme si nous étions dans un monde westphalien, encore défini par le poids des Etats. Or la planète a changé, et nous sommes de plain-pied dans l'ère de la mondialisation* ", précise Bertrand Badie qui, sans appartenir au groupe Mobglob, en partage les analyses.

Ce politologue n'est pas le seul à trouver trop grand le décalage entre la sphère politique et la recherche. Agacés comme lui par cette déperdition d'intelligence, convaincus que l'heure d'avancer est venue, les organisateurs des Reclusiennes, entretiens annuels du 8 au 12 juillet à Sainte-Foy-la-Grande (Gironde), consacrent leurs journées au thème des migrations. Le monde universitaire rêve bel et bien de contaminer la sphère politique, laquelle brandit comme un repoussoir l'aspect radical de l'approche. Tailleur bleu marine dans son bureau du 6^e arrondissement, la papesse du sujet, Catherine Wihtol de Wenden, sourit doucement à l'idée qu'elle et ses collègues -seraient d'affreux gauchistes.

Certes, l'ouverture des frontières est le cheval de bataille du réseau No border, groupe hétéroclite et transnational de collectifs et de militants libertaires. Mais ils ne sont pas les seuls à défendre cette idée. Globalement, le monde associatif n'y est pas hostile. Ainsi le Groupe d'intervention et de soutien aux immigrés (Gisti), auquel contribuent nombre de juristes, réfléchit au sujet en arrière-plan depuis des années. Il en va de même de l'Organisation pour une citoyenneté universelle (OCU), avec une approche plus planétaire. Composée d'Emmaüs International, de la Fondation Danièle-Mitterrand et d'Utopia, cette association a réuni un séminaire fin mai, à Paris, pour discuter des avancées enregistrées sur les cinq continents. L'Amérique latine y était largement représentée. Car des pays y progressent dans ce sens, au moins sous l'angle d'une circulation interrégionale.

" *L'Equateur ou la Bolivie ont davantage travaillé que nous et ont commencé à penser sérieusement la libre circulation* ", précise Franck Pupunat, fondateur d'Utopia. Si le positionnement à gauche de ces mouvements ne fait aucun doute, le principe de la libre circulation des hommes a aussi largement droit de cité dans le courant libéral. Il intéresse même de très près nombre d'économistes. Michael Clemens, du cercle de réflexion Center for Global Development, observait en 2011 dans le *Journal of Economic Perspectives* qu' " *une ouverture totale des frontières augmenterait considérablement le produit intérieur brut mondial* ". Avis partagé par le plus emblématique des économistes de la migration, George Borjas, professeur à Harvard, pour qui " *le monde serait bien plus riche en l'absence de frontières nationales interférant avec la libre circulation des biens et des personnes* ".

Bien sûr, dans le grand domino international où le déplacement d'un élément en bouscule une série d'autres, l'entrée dans une ère de libre circulation ne résoudre pas tous les problèmes. Un tel changement risquerait même fort d'avoir des conséquences sur l'organisation interne des différents pays. " *Si le spectre de l'envahissement est écarté, certains scénarios montrent que les sociétés, d'ici à vingt-cinq ans, pourraient renforcer les inégalités entre citoyens et migrants, voire créer une citoyenneté à deux vitesses pour restreindre l'accès à certains droits pour les nouveaux arrivants* ", analyse la politologue Hélène Thiollet. Comme si, symboliquement effacées, les frontières se reconstruisaient ailleurs. C'est d'ailleurs le modèle politique déjà en -vigueur dans les pays du Golfe, où les -immigrants représentent entre un tiers et plus de 80 % de la population locale.

Si le Qatar ou les Emirats arabes unis- acceptent des ouvriers venus de pays tiers, " *l'accès aux droits économiques, sociaux et politiques pour les travailleurs étrangers et leurs familles est limité et très hiérarchique : il recrée des "castes" d'immigrés, privilégiant par exemple l'immigré qualifié blanc* ", rappelle Hélène Thiollet, qui s'est longuement penchée sur les pays du Golfe. Recréer ces hiérarchies internes a comme un air de déjà-entendu, puisque c'est à l'heure actuelle la tentation des partis xénophobes européens avec leur concept de " *préférence nationale* ". Pour la politologue, la mise en question interne et internationale des politiques migratoires des pays du Golfe montre néanmoins que cette dérive n'est pas inévitable. D'autant moins, précise-t-elle, que " *sur le temps long, les politiques les plus inégalitaires ne sont pas tenables. Et pas seulement pour des raisons politiques ou éthiques* ". Le facteur économique est parfois un moteur plus puissant que les droits de l'homme.

Il n'empêche : l'ouverture des frontières a du mal à trouver sa place dans la sphère politique française. Le sujet fait partie des " *impensables* ", et reste donc " *impensé* ". A quelques exceptions près, comme l'illustre le politologue Thomas Guénolé, capable de l'intégrer de façon décomplexée dans son argumentaire. Aux yeux de ce professeur à Sciences Po, " *l'ouverture totale des frontières est possible dès demain, à condition d'accepter l'idée d'une priorité nationale dans l'accès à l'emploi* ".

" *Cela semble difficile à entendre, ajoute-t-il, et pourtant c'est déjà ce qui se fait pour l'immigration économique. Un étranger extracommunautaire qui veut venir travailler légalement en France peut aujourd'hui obtenir un visa de travail si le patron qui veut l'employer prouve d'abord qu'il ne trouve pas la main-d'œuvre adéquate en France.* " M. Guénolé a conscience de la difficulté à manier ce sujet : " *En politique, il faut toujours prendre en compte la pression de l'opinion. C'est la raison pour laquelle une ouverture totale des frontières conduirait inévitablement à réserver les allocations familiales, la couverture publique minimale de santé et l'école publique gratuite à la population française.* " Non content d'être un des -rares à " *penser* " la libre circulation, ce professionnel du conseil politique va plus loin encore, estimant que le maniement d'une telle thèse permettrait à " *une gauche audacieuse* " de réinvestir le sujet des migrations.

" *Sans ce type d'approche, elle ne peut pas reprendre la main sur ce sujet, sauf à finir de se couper de ce qui lui reste de sa base électorale traditionnelle,* affirme-t-il. *Plus largement, tant que la gauche n'osera pas proposer une régulation intelligente et rationnelle de l'immigration économique en fonction de nos besoins, ce thème continuera à pousser l'électorat populaire dans les bras du FN.* " Les analyses de M. Guénolé illustrent pourquoi l'ouverture des frontières a tant de mal à entrer dans le débat. Catherine Wihtol de Wenden, elle, reste philosophe : " *Sans doute faudra-t-il attendre*

encore un peu, que l'opinion publique n'en puisse plus de compter les milliers de morts aux portes de l'Europe, pour que le sujet se fasse une petite place dans le débat ", observe-t-elle. Depuis seize ans déjà qu'elle porte ce projet, elle a appris la patience.

Maryline Baumard, Maryline Baumard

© Le Monde

◀ **article précédent**

Les vies asymétriques d'Emilie...

article suivant ▶

Chefs-d'œuvre chez le parrain...